

Crise agricole : Opération séduction à la veille du Salon de l'agriculture

Le commissaire européen Phil Hogan était à Paris, jeudi, pour apaiser éleveurs et producteurs.

LE MONDE ECONOMIE | 26.02.2016 à 11h28



Le commissaire européen Phil Hogan (à droite) a rencontré Manuel Valls et Stéphane Le Foll, à Matignon, jeudi 25 février. THOMAS SAMSON / AFP

Des agriculteurs ont encore manifesté, jeudi 25 février, à Caen et à Rouen, pour réclamer un « redressement des prix agricoles ». Ces protestations, organisées régulièrement sur le territoire français depuis plus d'un mois par des éleveurs de porcs, de vaches laitières et de bovins, ont mis la pression sur le gouvernement. Les contestataires ont en ligne de mire le Salon de l'agriculture qui ouvrira ses portes samedi 27 février à Paris. Selon la tradition, il sera inauguré à l'heure de la traite, par le président de la République, François Hollande, accompagné du ministre de l'agriculture, Stéphane Le Foll.

Lire aussi : Eleveurs : les raisons d'une crise (/economie/article/2016/02/04/eleveurs-les-raisons-d-un-malaise_4859383_3234.html)

Dans ce contexte tendu, le gouvernement cherche à apaiser la situation. Tout est fait, pour que la visite de la « plus grande ferme de France » soit la moins chahutée possible pour le chef de l'Etat. Alors que se profile l'échéance présidentielle de 2017, et à quelques mois des primaires de la droite, les politiques souhaitent aussi profiter de la vitrine médiatique que constitue le Salon.

Lire aussi : Crise agricole : Matignon épargne la distribution et charge Bruxelles (/economie/article/2016/02/09/crise-agricole-matignon-epargne-la-distribution-et-charge-bruxelles_4861916_3234.html)

Deux personnalités sont dans le collimateur des manifestants issus des branches locales du premier

syndicat agricole français, la FNSEA, et de son partenaire, les Jeunes agriculteurs (JA). M. Le Foll mais aussi Phil Hogan, le commissaire européen de l'agriculture. L'Etat et l'Europe sont en effet jugés les plus responsables de la crise qui secoue l'élevage français. Xavier Beulin, le président de la FNSEA, s'attend, lui aussi, à être pris à partie ; certains militants ne se sentent pas défendus, et accusent même la direction du syndicat d'être responsable de leur situation. La FNSEA, il est vrai, s'est toujours targuée d'assurer la cogestion de la politique agricole française avec le gouvernement de quelque bord qu'il soit.

Pas de mesures concrètes

Accusé d'avoir nié la crise il y a un an, alors que la chute des cours du porc et du lait commençait à étrangler les éleveurs, M. Hogan s'est rendu à Paris, jeudi, à l'invitation du premier ministre, Manuel Valls, avec la volonté de donner des gages. Même si, comme prévu, il n'a pas annoncé de mesures concrètes. « *Nous sommes conscients des graves difficultés que rencontrent les producteurs français et européens* », a-t-il reconnu à l'issue de la réunion, affirmant que la crise actuelle était liée à un « *déséquilibre entre l'offre et la demande et à la durée de ce déséquilibre* ». Il a aussi souligné sa volonté de discuter avec la Russie d'une levée de l'embargo qui touche les éleveurs de porcs, et précisé que le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, allait se rendre prochainement à Moscou pour en discuter.

Lire aussi : Crise agricole : les exploitants français devront patienter ([/economie-francaise.com/article/2016/02/15/crise-agricole-bruxelles-a-la-recherche-de-solutions-innovantes-temporise_4865854_1656968.html](http://economie-francaise.com/article/2016/02/15/crise-agricole-bruxelles-a-la-recherche-de-solutions-innovantes-temporise_4865854_1656968.html))

Dans son opération séduction, il s'est dit un « *fervent partisan* », du « *modèle agricole familial à la française* ». Il a souligné que l'agriculture tricolore, reconnue comme la première dans l'Union européenne (UE) avec 18 % de la production des Vingt-Huit, « *faisait la course en tête dans bien des secteurs* ». Il a vanté les produits du terroir et la valorisation liée aux indications géographiques protégées. Il a confirmé sa venue au Salon de la porte de Versailles avant de rendre hommage à MM. Valls et Le Foll, « *actifs et déterminés à proposer des solutions* ».

BRUXELLES A
ADMIS QUE CE
PLAN PRÉSENTÉ
EN SEPTEMBRE
2015 N'AVAIT PAS
EU
LES RÉSULTATS
ESCOMPTEÉS

De fait, ces derniers ont livré à M. Hogan leurs propositions de sortie de crise pour la prochaine réunion des ministres de l'agriculture des Vingt-Huit, le 14 mars. Lors du précédent conseil qui s'est tenu le 15 février, Paris avait obtenu que la Commission planche sur de nouveaux mécanismes pour limiter la surproduction de lait. Et sur des crédits à l'exportation. Après avoir débloqué une aide de 500 millions d'euros et mis en place des mesures de soutien au stockage de la poudre de lait et de porcs, Bruxelles a admis que ce plan présenté en septembre 2015 n'avait pas eu les résultats escomptés.

Chaque Etat membre avait jusqu'au 25 février pour présenter ses solutions. La France milite pour que Bruxelles s'appuie sur les clauses 219, 221 et 222 de l'Organisation commune de marché (OCM) pour négocier des marges de manœuvre. Elles permettent, en cas de situation exceptionnelle, à la Commission de déroger à certaines règles fixées par l'OCM. Des producteurs pourraient se regrouper pour mieux planifier la production sans tomber sous les foudres des autorités de la concurrence. Paris voudrait aussi que les mesures de soutien au stockage et les prix d'intervention (tarifs auxquels les pouvoirs publics achètent les surplus de poudre de lait) soient étudiés pour éviter que certains pays freinent leur production quand d'autres continuent de l'augmenter. Sur ce point, M. Hogan a rappelé que la décision finale dépendait d'un consensus entre les Etats membres.

En attendant le verdict bruxellois, M. Valls a réuni la filière laitière, jeudi, alors que les négociations commerciales entre les industriels et les distributeurs doivent s'achever lundi 29 février. Une manière de mettre une nouvelle fois la pression, alors que le prix du lait payé aux producteurs dépend en grande partie du résultat de ces discussions. Pour désamorcer la colère des manifestants, le premier ministre avait déjà annoncé, il y a une semaine, une nouvelle baisse de 7 points des cotisations sociales pour les agriculteurs, portant la baisse totale à 10 points, après celle de 3 points consentie en 2015. Une mesure saluée par M. Beulin.

Lire aussi : **Face à la crise agricole, le bio tire son épingle du jeu** ([/economie/article/2016/02/25/face-a-la-crise-agricole-le-bio-tire-son-epingle-du-jeu_4871621_3234.html](http://economie/article/2016/02/25/face-a-la-crise-agricole-le-bio-tire-son-epingle-du-jeu_4871621_3234.html))